

Gujarat : l'eau, outil de survie et de campagne pour les femmes de Bhal

Utthan agit depuis 1981 en faveur de l'émancipation des femmes, la sécurisation des moyens d'existence et la résolution des conflits au profit des dalits (intouchables), groupes religieux minoritaires, des adivasis et des pauvres de la région de Bhal, à Dhandhuka taluka, une localité située dans l'ouest de l'Etat de Gujarat, en Inde [<http://utthangujarat.org>]

Dans son ouvrage intitulé "Rising/Utthan" Ashoke Chatterjee retrace le parcours de Bhal, une des régions du Gujarat les plus difficiles d'accès, dévastée par les aléas climatiques, la sécheresse, l'augmentation de la salinité, mais aussi les difficultés engendrées par le système des castes ou le régime patriarcal sans oublier les négligences politiques.

Utthan est une organisation non gouvernementale qui intervient dans quatre localités de Gujarat, depuis vingt ans démunies de toute ressource en eau.

Nouvellement sorties du collège, quatre jeunes femmes se sont aventurées dans cette zone pour tenter d'imaginer les options possibles de développement s'offrant aux populations. Très vite, l'expérience révèle que l'eau potable constitue la principale problématique de survie des villageois et que la lourde tâche d'approvisionnement incombe essentiellement aux femmes dont l'existence est pourtant quasi imperceptible dans cette société fortement patriarcale. Le programme poursuivi par l'Uttha constitue une expérience originale de renforcement institutionnel, prenant appui sur la question de l'eau. Les efforts ont initialement visé à identifier et engager la collaboration avec les femmes disposant d'un potentiel de leadership local et la capacité d'initier un changement social et environnemental.

L'objectif est de faire valoir le droit des femmes – et avec elles des villageois – sur les ressources naturelles et sur l'eau en particulier, et de reconnaître les énormes efforts fournis par ces femmes en vue de sécuriser leur approvisionnement. Cela concerne notamment les évolutions technologiques récentes en matières de stockage et de conservation des eaux, par exemple au niveau des mares en utilisant des revêtements intérieurs en plastique et autres systèmes de stockage des eaux de pluie.

Conserver l'eau potable pour les besoins de consommation

Le combat pour l'accès à l'eau s'est transporté dans les campagnes aussi comme un vecteur de l'amélioration de l'égalité des genres, de la santé familiale, des conditions d'existence et surtout des droits humains. La nécessité de porter l'effort en matière d'assainissement est apparue plus tard, alors que l'attention se portait sur les conditions de stockage et de conservation de l'eau potable.

Dans le même temps sont aussi apparues plus clairement les revendications des femmes en faveur d'une plus grande dignité et intimité ; tant que l'assainissement était resté l'affaire des autorités locales – aux mains des hommes – la promotion s'effectuait à la seule faveur des systèmes les plus économiques sans considération aucune pour les besoins et aspirations des personnes concernées.

Un des progrès importants à relever, est l'intégration de lavoirs et de lavabos aux dispositifs d'assainissement préconisés par les femmes et les familles.

Avec l'accélération et l'intensification des activités de Utthan dans l'eau et l'assainissement, les populations se sont



La lutte pour l'eau

Avec la coopération de



Femmes faisant de longues distances à pied

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-5

- Gujarat : l'eau, outil de survie et de campagne pour les femmes de Bhal
- Burkina Faso : le transport et le stockage de l'eau, sources de contamination ?
- A Darsalam, pas de latrine, pas de parcelle
- Ouganda : dialogue local pour améliorer les opérations d'AEPHA dans trois localités administratives du Nil occidental.
- Nouvelle invitation à l'action en faveur du secteur AEPHA dans les écoles

Nouvelles du WSSCC, page 6-7

- L'ambassadrice nigériane pour le secteur AEPHA, une force vive pour trouver des solutions aux questions d'hygiène et d'assainissement
- Réseau des journalistes WASH en Afrique de l'Ouest : capitaliser sur le pouvoir des gens et des médias
- Nouvelles brèves du WSSCC

Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- Enseignements sur l'hygiène et l'assainissement : Quelle est notre position ?
- Berlin, Recadrage du suivi lors de la 1ère consultation sur l'élaboration des indicateurs de suivi après l'an 2015
- L'IRC à la conférence AEPHA à Brisbane en 2011
- L'approche du calcul des coûts durant le cycle de vie : un parfait outil de durabilité mais qui paiera la note ?
- Services durables : formation réussie à Brisbane sur le calcul des coûts durant le cycle de vie
- Deux notes d'information sur l'efficacité de l'aide européenne

Nouvelles du CREPA, page 11-12

Avec des contributions de CREPA



progressivement mobilisées autour des besoins liés aux moyens d'existence en général et autour du développement du leadership des femmes et des hommes, et en particulier les populations marginalisées au niveau local. Les productions forestières, halieutiques et énergétiques constituent quelques-uns des éléments qui ont créé une grande confiance, par exemple en matière de pêche au homard alors que les populations de pêcheurs comptent traditionnellement parmi les plus démunies. Les difficultés apparues au niveau des bassins hydrographiques sont, entre autres, la dévastation causée par le tremblement de terre de 2001. Les efforts de secours dans les situations de catastrophes naturelles ou causées par l'homme font ressortir l'importance capitale des services d'eau et d'assainissement équitables et qui tiennent compte des spécificités des genres.

Force vive du mouvement pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en Inde, en Asie du sud et au niveau global, Utthan a mis en relation ses activités avec les questions de paix, de résolution des conflits et de recherche d'équité. Nafisa Barot est le porte-parole du secteur, mais également agit au compte du mouvement des droits humains dans cette partie du globe. Pour Nafisa Barot, initiatrice de cette approche et défenseur des droits humains dans cette partie du globe, ainsi que pour l'équipe de Utthan, les services d'eau et d'assainissement constituent une opportunité pour un plus grand respect des droits humains, de la paix et de l'environnement, constitutifs d'un véritable développement durable.

L'ouvrage « Rising » est pour l'instant uniquement disponible auprès de Business Standard Books à New Dehli. Les éditeurs espèrent élargir prochainement sa diffusion.

Volontaire dans le secteur de l'eau et l'assainissement, Ashoke Chatterjee travaille en Inde et dans la région de l'Asie du sud-est. Il collabore à diverses institutions éducatives et de développement dont la Fondation Prabhat pour l'Education, appelée Ahmedabad, dédiée aux enfants et à leurs besoins spécifique. Auparavant, Ashoke a été directeur exécutif de l'Institut national de conception et président du Conseil de l'artisanat indien regroupant le secteur de l'industrie mécanique manufacturière, le Fonds monétaire international et le public. Ashoke a par ailleurs été l'un des grands auteurs et promoteurs de la vision 'Water for People 21' en 2000. Pour les différents titres, consulter notre infothèque à l'adresse suivante [www.washdoc.info/docsearch/results?lmt=20&txt=Ashoke+C Chatterjee].

Dick de Jong et Ashoke Chatterjee

Burkina Faso : le transport et le stockage de l'eau, sources de contamination ?

Les maladies hydriques sont la troisième cause de mortalité infantile dans le monde et spécifiquement au Burkina Faso où le taux est parmi les plus élevés : 91 pour mille en 2009. Les causes évoquées pour expliquer la recrudescence de ces maladies sont la méconnaissance des comportements hygiéniques et l'insuffisance d'accès à une eau potable.

Pour lutter contre ce problème, l'Etat a augmenté le taux d'accès à une eau de qualité en milieu rural par la construction de forages. En effet la ressource souterraine, moins exposée aux aléas climatiques, est en général de meilleure qualité que les eaux de surfaces.

Cependant, l'UNICEF a observé un effet minime sur la santé des populations. Une étude sur le suivi de la qualité microbiologique et physico-chimique de l'eau le long de sa chaîne d'approvisionnement (puisage/transport/stockage) couplée à une étude comportementale sur les pratiques d'hygiène liée à l'approvisionnement en eau a été menée par l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) pour le compte de l'UNICEF.

De façon spécifique les objectifs de cette étude sont :

1. Mesurer les impacts des formations sur l'hygiène données précédemment par des ONG locales
2. Etudier la qualité de l'eau le long de sa chaîne d'approvisionnement
3. Identifier les facteurs pouvant altérer la qualité de l'eau

4. Etablir un lien statistique entre la qualité de l'eau et la vie des ménages
5. Proposer des améliorations au niveau du transport et du stockage de l'eau

Méthodologie

Cette étude de quatre mois (du 20/02/2011 au 17/06/2011) est menée sur dix villages de la Province du Ganzourgou, région centrale du Burkina Faso, cinq ayant reçu une formation sur l'hygiène générale (90 femmes formées par village), et cinq ne l'ayant pas reçu. Le but est alors de mesurer l'impact de la formation sur la qualité de l'eau. Puis une phase d'enquête est réalisée dans chaque village sur un échantillon de 40 ménages. Le questionnaire comprend deux volets : un premier sur le comportement général face à l'hygiène et un second sur les connaissances, les pratiques et la perception de la chaîne d'approvisionnement en eau. Le but est l'analyse comportementale de la population dans le domaine de l'hygiène et de leur rapport à l'eau. Une seconde partie se focalise sur la qualité de l'eau. Un échantillonnage des différents forages permet de caractériser la qualité de l'eau à la source d'approvisionnement. Puis sur dix des quarante ménages, deux échantillons sont prélevés : un après la phase de transport et un en fin de stockage (avant réapprovisionnement). Le but est de caractériser la qualité de l'eau sur l'ensemble de sa chaîne d'utilisation



(source, transport et stockage). Les paramètres analysés sur ces échantillons sont essentiellement des paramètres microbiologiques (coliformes totaux, escherichia coli et streptocoques fécaux) indicateurs de contamination par des germes pathogènes à l'origine des maladies hydriques

Résultats

Les résultats de ces analyses sont recoupés de manière statistique avec les résultats des enquêtes, afin de dégager un ou plusieurs liens entre les pratiques et usages de l'eau et la recontamination microbiologique.

Au niveau de la qualité des eaux de forages, les analyses prouvent que ces sources d'eau sont en majorités exemptes de contamination (82% des forages analysés sont exempts de bactéries). En comparant la qualité de l'eau (transport et stockage) des ménages formés sur l'hygiène avec celle des ménages non formés, on note un impact peu prépondérant de ces formations sur la conservation de la qualité de l'eau (qualité similaire des eaux).

La phase de transport n'est pas la plus problématique. Dans 64% des cas, la qualité de l'eau est conservée après le transport. Pour les 36% de contamination, la présence de germes est due à l'utilisation de bidons de transport à entrée étroite, donc difficile à nettoyer efficacement et montrant le développement d'un biofilm et d'algues sur les parois.

La phase de stockage est la plus problématique. L'analyse croisée des résultats des analyses microbiologiques et des réponses aux questionnaires a mis en lumière les principaux usages responsables de ce fait. L'accessibilité de l'eau stockée aux animaux et aux enfants est un facteur de contamination certain. Le mode de puisage par le biais d'un gobelet entraîne aussi une mise en contact de micro-organismes du milieu avec l'eau. Enfin, la propreté du récipient ainsi que l'hygiène du ménage ont un impact réel sur la qualité de l'eau.

Des solutions

L'étude a montré que la qualité de l'eau fournie par le forage est relativement bonne, mais qu'elle se dégrade au cours du transport et surtout pendant le stockage au niveau des ménages. Les formations à l'hygiène sont un bon point de départ pour sensibiliser les populations à la préservation de la qualité de l'eau, mais elles ont un impact limité sur ce

facteur. Les phases de transport et de stockage sont donc à optimiser. Un transport dans un contenant à large entrée permettrait un nettoyage plus efficace. Une meilleure protection du récipient de stockage limiterait l'accès des enfants et des animaux. Il pourrait être utile de stoker l'eau à une hauteur d'un mètre et de la puiser par le biais d'un robinet, afin d'éviter le contact de l'eau avec des objets ou utilisateurs extérieurs.

Enfin, dans l'objectif d'obtenir une qualité de l'eau en fin de chaîne répondant aux critères de l'OMS, un traitement de l'eau à domicile semble inévitable. Il conviendrait que l'UNICEF et les grandes ONG travaillant dans ce domaine prennent conscience de ce critère.

Franck Lalanne, (franck.lalanne@2ie-edu.org), Chercheur Postdoctorant, Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE). Laboratoire Eau Dépollution Ecosystème et Santé (LEDES), 1 rue de la science-01 BP 594 Ouagadougou 01, Burkina Faso.



Une femme transportant de l'eau.
Photo : Edouard Lehman

A Darsalam, pas de latrine, pas de parcelle

Le village de Darsalam est comme son nom l'indique un havre de paix situé dans la zone périurbaine de l'arrondissement de Sig-noghin à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. A l'instar d'autres villages rattachés à Ouagadougou, Darsalam a bénéficié de plusieurs projets de subvention de latrines. Malgré ces appuis, le taux de couverture en assainissement restait très bas. Le déclenchement de l'approche Assainissement Total Porté par les Communautés (ATPC) en 2010 a permis de responsabiliser la population à la prise en charge de son assainissement et d'aboutir à un taux de couverture de 130 %.

« Avant, les partenaires venaient construire les latrines et repartaient aussitôt. Nous ne comprenions pas réellement l'importance de telles infrastructures pour notre vie » explique Saïdou Kouanda, conseiller municipal du village de Darsalam, témoin de plusieurs projets de subvention de latrines. Parmi ces projets, se comptaient ceux conduits par WaterAid Burkina Faso depuis 2007 jusqu'en 2010. « Malgré notre appui, les populations ne s'engageaient pas totalement pour l'amélioration de l'assainissement. Cela se manifestait par le manque d'entretien des ouvrages, peu de ménages prenaient l'initiative de financer eux-mêmes la construction de leur latrine » déclare Clarisse Baghnyan, chargée de projets à WaterAid au Burkina Faso.

Face à cette situation, WaterAid Burkina Faso en collaboration avec son partenaire de mise en œuvre SOS Sahel International a décidé de changer d'approche en 2010 en déclenchant dans

le village l'Assainissement Total Porté par les Communautés. L'ATPC consiste à accompagner les communautés à comprendre les risques liés au manque d'assainissement et à envisager des solutions par elles-mêmes. Par ce biais, une cinquantaine de latrines sont construites par les populations en une année contre 39 latrines acquises essentiellement grâce aux différentes subventions.

Une latrine, vingt ans après !

Mahamadi Kouanda, natif et résident de Darsalam, a réalisé sa latrine familiale l'année dernière, soit vingt ans après la construction de sa concession. « J'attendais de bénéficier d'une latrine subventionnée comme d'autres. Je ne savais pas que je pouvais la faire moi-même. D'ailleurs, je ne comprenais pas l'importance d'en construire » argumente ce chef de famille d'une dizaine de personnes. « Mais après avoir participé à plusieurs sessions d'échange sur l'assainissement, j'ai compris qu'avoir une latrine c'est avant tout protéger sa santé ». La dégradation de l'état de santé de sa mère a aussi favorisé ce changement. « Ma mère étant très âgée et malade, ne pouvait plus se déplacer derrière les buissons pour déféquer. J'ai donc décidé de construire une latrine dans la concession, près de sa chambre pour lui faciliter la tâche ».

Leaders religieux, des acteurs incontournables

La taille moyenne, la démarche sereine, Ablassé Kouanda, l'Imam de Darsalam,

tout de blanc vêtu, impose le respect. En le voyant arrivé, tout le monde se précipite pour le saluer. « Nous l'avons surnommé "Monsieur Propre" car ses vêtements sont toujours d'un blanc immaculé. Il a l'horreur de la saleté », explique avec fierté Mahamadi Kouanda.

Ce n'est donc pas un hasard si l'Imam constitue la figure de proue de l'hygiène et de l'assainissement. Il motive, encourage et impulse le changement de comportement. Dans cette communauté composée en majorité de musulmans, les responsables religieux bénéficient d'écoute et de respect. « Nous avons décidé de parler de l'hygiène et de l'assainissement lors de tous les rassemblements religieux et des cérémonies. Cette démarche apporte des changements positifs dans le village en matière de respect des règles d'hygiène et d'assainissement », constate Ablassé Kouanda.

Daourou Souleymane, l'enseignant à l'école franco-arabe de Darsalam joue également le rôle d'hygiéniste communautaire. Après les classes, il organise des animations dans les concessions et dans les lieux publics.

Un combat collectif

A Darsalam, toutes les concessions se sont engagées à construire et à utiliser une latrine et à mettre fin à la défécation à l'air libre. La communauté exige que toute personne qui désire s'installer dans le village construise une latrine avant de se voir octroyer une parcelle. Le mot d'ordre « Pas de latrine, pas de parcelle » s'applique à tous. « Quand j'ai demandé



à m'installer dans ce village, le conseiller m'a soumis une seule condition : la réalisation d'une latrine », nous explique Issaka Kouanda . Sur sa parcelle en effet, se tiennent deux maisons inachevées, la latrine, elle déjà fonctionnelle, se situe à l'entrée de la concession.

Aussi la communauté s'organise-t-elle pour assister les personnes indigentes dans le creusage des fosses, l'achat des matériaux et la réalisation des ouvrages. Saïdou Kouanda, conseiller municipal du village, pense qu'il est du devoir de la communauté de prendre en charge ces personnes vulnérables pour éviter que certaines d'entre elles ne défèquent dans la nature.

Mahamadi Kouanda est fier d'avoir construit sa latrine 20 ans après sa maison. Photo de Issaka Kouanda

« Au départ, nous les habitants de Darsalam, pensions qu'avoir une latrine dans sa propre concession était suffisant. Mais nous avons compris que si une personne dispose d'une latrine dans sa concession et que son voisin n'en a pas, les excréta déposés dans la nature par ce dernier seront transportés chez elle par le vent, les mouches et les eaux de pluies, réduisant ainsi son effort à néant ». Cette assertion de l'hygiéniste résume les raisons de l'engagement collectif de la communauté de Darsalam.

Inna Guenda Segueda, Chargée de Communication, WaterAid au Burkina Faso.

L'une des lauréates du Concours de récits 2011.

Ouganda : dialogue local pour améliorer les opérations d'AEPHA dans trois localités administratives du Nil occidental.

Un excellent projet de gouvernance et de responsabilité a servi de catalyseur à la décentralisation dans trois localités administratives du Nil Occidental en Ouganda. Le projet vise à rendre les populations autonomes et leur permettre de participer activement aux affaires de la collectivité, et notamment à travers la demande de services. Telle est la principale conclusion d'une évaluation externe d'un consultant local sur le projet financé par l'Union Européenne et visant à améliorer la gouvernance AEPHA dans le Nil occidental à travers la mise en œuvre d'un projet de dialogue local/communautaire. Le projet a été développé entre Décembre 2008 et Décembre 2010. Son objectif visait à rendre les populations autonomes et leur permettre de participer activement aux affaires de la collectivité en définissant elles-mêmes leurs besoins ainsi que les conditions de gouvernance et de responsable des projets d'aménagement. Hilda Nankunda, vient de remettre au bailleur le résultat d'une évaluation externe du projet.

Selon le rapport, La couverture en latrines a connu une forte amélioration du fait de la Déclaration de Kampala sur l'Assainissement, imposant aux communautés la construction des toilettes comme condition pour bénéficier de forages. Les activités du projet se recoupent avec celles d'autres initiatives ayant des objectifs similaires en matière de bonne gouvernance dans les localités administratives : le Leadership Code, la Clients Charter, l'Anti-Corruption Bill et la décentralisation du bureau de l'Inspecteur Général du Gouvernement (IGG).

Autonomisation des populations à travers la promotion de la responsable et la gouvernance

Le projet a apporté une contribution significative à l'autonomie des populations en les incitant à soumettre leurs demandes d'amélioration de services directement aux fournisseurs. Le projet constitue en ce sens une avancée pour les politiques futures.

La durabilité compte sur la vigilance de l'Office de l'Eau qui en coordination avec d'autres auteurs du secteur et les autres services et départements garantissent la mise à l'échelle du dialogue et l'approche de recherche-action avec intégrité et transparence.

Les répondants de même que les élus se montrent préoccupés par le manque de personnel. Les offices locaux de l'eau manquent d'agents qualifiés. A Adjumani, c'est un ancien réparateur de pompes, sans formation particulière, qui a été nommé responsable de l'eau, sans réelle capacité sur le suivi du service.

Par conséquent, il s'en est suivi des défaillances dans la fourniture des services et une frustration des représentants de la population. Il en va de même dans le district de Moyo, où le responsable eau n'avait lui-même aucune expérience, sans compter que le service souffrait lui-même sévèrement de manque de personnel. Les principes du projet ont été bien appréciés et adoptés dans deux districts. Mais les répondants, surtout les élus, peu satisfaits des opérations de l'Office de l'Eau ont soulevé des questions d'intégrité.

Dans le district de Nebbi, l'Office de l'Eau qui a adhéré au projet s'est montré particulièrement redevable auprès des acteurs. En effet, comme l'ont mentionné les élus « Il échange avec les autres... il vous appelle et vous faites la planification ensemble... Peut-être est-ce dû au fait qu'il est nouveau dans le système ? »

Dans les trois districts, les améliorations les plus remarquables en matière de fourniture des services sont fonction de la collaboration et de la vigilance des technocrates à apporter une réponse rapide et assurer la qualité des services aux populations.

Le consultant préconise une nouvelle évaluation externe sur la bonne gouvernance et la responsable du projet après cinq années, en vue de dégager des conclusions concrètes portant sur l'efficacité, l'effectivité et la durabilité du projet.

Consultant indépendante Nankunda Hilda (hildananku@yahoo.co.uk), C.K., P.O Box 12134, Kampala, Uganda

Dick de Jong (jong@irc.nl)

Source : External Evaluation: The Relevance, Efficiency, Effectiveness and Sustainability of the WASH Good Governance and Accountability Project West Nile, Uganda Districts of Adjumani, Moyo and Nebbi,

[\[www.irc.nl/.../EDF%20110510%20External%20Evaluation%20Report.pdf\]](http://www.irc.nl/.../EDF%20110510%20External%20Evaluation%20Report.pdf)

Nouvelle invitation à l'action en faveur du secteur AEPHA dans les écoles

En avril et mai 2011, l'IRC et l'UNICEF ont organisé des discussions en ligne sur les actions requises pour améliorer les services d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement (AEPHA) dans le milieu scolaire des pays en développement. A l'heure actuelle, moins de la moitié de l'ensemble des écoles primaires ont accès à l'eau potable et un peu plus du tiers ont accès aux services d'assainissement adéquat dans les pays qui disposent de données en la matière.

Deux principaux messages émergent des débats. Il s'agit des appels à l'augmentation des investissements nationaux et internationaux au profit du secteur AEPHA dans les écoles et l'engagement et le dialogue avec ceux ou celles qui ont la charge d'élaborer les politiques.

Les résultats des échanges ont servi à alimenter une réunion sur l'Action de l'Europe en faveur du secteur dans les écoles, tenue du 24 au 25 mai dernier à La Haye, aux Pays-Bas.

La campagne « Initiative mondiale pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles » a été lancée en 2010 par les partenaires des actions AEPHA en milieu scolaire. Son objectif est de demander aux décideurs d'accroître les investissements et aux acteurs concernés de passer par une planification et des actions conjointes pour permettre à tous les enfants de fréquenter les écoles disposant d'infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement qui répondent à leurs besoins.

La rencontre de La Haye a réuni des défenseurs du concept AEPHA dans les écoles, venus de diverses organisations (ministères, agences des NU, académies, fondations, ONG) essentiellement (mais pas exclusivement) basées en Europe, pour encourager les partenaires au développement à élaborer une stratégie de suivi de la campagne « Initiative mondiale pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles ».

Au cours des deux jours, les bailleurs, les ONG, les bureaux d'études et les agences

onusiennes ont débattu des principaux défis et formulé des recommandations par rapport aux services AEPHA dans les écoles ; six points d'action et des plans d'action se dégagent des travaux des groupes thématiques.

Les six principaux messages

S'agissant des actions à entreprendre par le Partenariat lui-même :

Message 1 : Investissements accrus en eau, hygiène et assainissement dans les écoles. Inciter davantage les engagements politiques du niveau national et international et mettre en application la redevabilité. Suivre les engagements pris par les politiciens à travers des rapports internationaux de suivi comme GLAAS (Rapport mondial des Nations unies sur la situation de l'eau et l'assainissement) et JMP (Programme conjoint de surveillance des OMD en eau et assainissement).

Message 2 : Dialogue avec les responsables des orientations politiques

Poursuivre le plaidoyer en vue d'une plus grande reconnaissance des principaux documents comme le 2ème Plan d'action de Hashimoto qui distille des messages clés à l'endroit du Bureau consultatif du secrétaire général des Nations unies en matière d'eau et assainissement (UNSGAB) et met l'accent sur l'importance des services AEPHA dans les écoles.

Message 3 : Implication d'une multitude d'acteurs

Explorer l'implication et la collaboration avec d'autres initiatives comme la Journée mondiale de lavage des mains, l'Eau et l'assainissement pour tous, le plan quinquennal de UNSGAB sur l'assainissement [www.unsgab.org/HAP-II/HAP-II_en.pdf], etc.

Message 4 : Présenter des projets AEPHA de qualité en milieu scolaire

Encourager la mise en place et en œuvre de projets AEPHA en milieu scolaire qui

sont simples, durables et susceptibles d'être vulgarisés.

Message 5 : Suivi des programmes AEPHA en milieu scolaire

Poursuivre la mise en place de systèmes de suivi des projets AEPHA dans les écoles au niveau national et international

Message 6 : Réflexions critiques sur les outils et la méthodologie

Mener des réflexions critiques sur les outils et la méthodologie utilisés dans la collecte des données et envisager le recours à des méthodologies alternatives.

Points d'action convenus

Trois groupes de travail ont été mis sur pied pour suivre les recommandations avec les actions suivantes :

Un plaidoyer mondial

Le groupe a défini et convenu les résultats, activités et points focaux de la stratégie globale. Cinq cahiers d'information sur les politiques stratégiques seront élaborés. La brochure de plaidoyer "Raising Clean Hands" sera aussi actualisée.

Une cartographie des ressources

D'ici à 2011, les informations collectées par le biais de l'enquête cartographique de ARC (Alliance of Religions and Conservation) sera mise en ligne. Les informations seront codifiées par pays pour réfléchir sur les défis et échecs.

Un réseau d'échanges des pratiques

L'IRC et UN-Habitat vont rédiger une note conceptuelle comportant les objectifs, le contenu probable, la fonctionnalité, le type de modération et d'animation requis pour maintenir en ligne une communauté des pratiques WinS. La note contiendra aussi les exigences de financement et l'identification de sources pour assurer un financement durable.

Marielle Snel & Dick de Jong

Enseignements sur l'hygiène et l'assainissement : Quelle est notre position ?

Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans le programme d'hygiène et d'assainissement ? Pourquoi, avec tant de bonnes expériences et d'avancées, les besoins fondamentaux et les défis ne sont-ils pas relevés ? Quelles sont nos priorités pour l'avenir ?

Ces questions ont été abordées au cours de huit ateliers régionaux de praticiens,

qui se sont tenus sur quatre continents, au cours desquels 250 professionnels ont partagé leurs expériences et les résultats de leurs recherches sur la promotion de l'assainissement et de l'hygiène entre 2007 et 2011. Avec plus de 100 articles publiés, les discussions lors des ateliers ont produit une perception remarquable de l'hygiène et assainissement dans les programmes AEPHA à travers le monde.

Des huit ateliers régionaux, sept ont été organisés par le Centre International pour l'Eau et l'Assainissement (IRC), en collaboration avec ses partenaires. Quant au huitième atelier tenu à Melbourne pour les praticiens de l'hygiène, il a été organisé par WaterAid en Australie et en présence de l'IRC.

Suite page 8

L'ambassadrice nigériane pour le secteur AEPHA, une force vive pour trouver des solutions aux questions d'hygiène et d'assainissement

C'est à l'ing. Ebele Okeke, ambassadrice du WSSCC pour l'AEPHA au Nigeria que l'on doit la grande impulsion qui soutient la campagne pour l'hygiène et l'assainissement dans ce pays.

En effet, depuis sa nomination en tant qu'ambassadrice en septembre 2010, l'ancienne directrice de l'administration publique nigériane et secrétaire permanente du ministère des ressources en eau, l'ing. Okeke a joué un rôle d'influence pour faire avancer l'assainissement dans le pays. Elle

collabore avec la presse et le groupe pivot eau et assainissement pour mener des campagnes et des actions de plaidoyer de haut niveau en vue de résoudre les problèmes importants que connaît le sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement. Elle y parvient à travers :

... des visites de plaidoyer

Une de ses actions a été la visite de courtoisie au ministre chargé des ressources en eau. Au cours

de sa visite, l'Ing. Okeke a échangé sur la priorisation de l'assainissement en suggérant la création d'un département au sein du ministère pour se consacrer exclusivement à l'assainissement. En effet, le remaniement suivant a connu la mise en place d'un nouveau département chargé de l'Assainissement et du Contrôle de la Qualité de l'Eau logé dans le ministère des ressources en eau. Ce nouveau département muni de son propre mandat et budget a dirigé le secteur dans la perspective de trouver des solutions au défi que constitue l'assainissement dans le pays. Le département appuie la mise à jour du contenu de la feuille de route nationale sur les ressources en eau.

... d'importantes communications orales et des messages de bonne volonté

L'ambassadrice place l'assainissement au premier plan dans ses interventions

lors des événements nationaux. A titre d'exemple, la deuxième table ronde nationale sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) a été organisée à Calabar, dans l'Etat de Cross River, du 5 au 9 octobre 2010. Cette conférence s'est penchée sur le niveau actuel de mise en œuvre de l'ATPC et offre dès lors une plateforme aux praticiens de cette approche pour partager leurs expériences et plaider en faveur d'un appui au développement du sous-secteur de l'assainissement. Au cours de la conférence, un message de bienveillance a été délivré au nom de l'ambassadrice AEPHA qui a particulièrement mis l'accent sur la nécessité de mobiliser des ressources aux niveaux des Etats et des communes pour permettre l'extension de l'approche ATPC.

Quelques jours après, par le biais d'une autre communication orale importante, l'ing. Okeke a marqué le 15 octobre la journée mondiale de lavage des mains, un événement annuel conçu pour sensibiliser et encourager la pratique du lavage des mains avec du savon dans le pays. L'ambassadrice s'est appesantie sur l'importance du lavage des mains à des moments critiques et a invité les partenaires à une collaboration pour faire de cette pratique une réalité au Nigeria. L'événement marque la toute première collaboration entre le secteur privé (Unilever), le gouvernement et la société civile pour une campagne de lavage des mains. En présence d'une foule d'écoliers, du secrétaire permanent du ministère fédéral des ressources en eau, du directeur général d'Unilever et d'autres dignitaires, l'ambassadrice a fait la démonstration du lavage correct des mains avec de l'eau et du savon. A l'issue de cet événement, l'ing. Okeke fut invitée par Unilever à présider la cérémonie d'ouverture de leur symposium d'une journée sur le lavage des mains le 17 mai 2011.

Avec le même élan, l'année suivante, l'ambassadrice, sur invitation du Conseil national des ressources en eau qui est la plus importante structure en matière d'eau et assainissement au Nigeria, a pris part au premier Sommet de l'Eau organisé par le Prédésint le 17 janvier 2011. Prenant la parole au cours de ce sommet, l'ing. Okeke a lancé un appel pour la mise en place d'un Comité Présidentiel pour l'Assainissement. Elle a indiqué qu'un tel comité de haut niveau pourra œuvrer pour des protocoles d'entente conjoints avec

les trois niveaux d'exercice du pouvoir au Nigeria et mobiliser les ressources aux trois niveaux pour financer les interventions d'assainissement. Elle fait le suivi à travers les contacts dont elle dispose auprès de la Présidence pour assurer la mise en place d'un tel comité.

...l'instauration d'un groupe pivot pour l'assainissement dans l'un des Etats

En juin 2010, un atelier de sensibilisation financé par le WSSCC encourageait les Etats à mettre en place un STGS (Groupe Pivot Assainissement au niveau de l'Etat). Dans cette perspective, et pour des raisons de synergie dans les activités financées par le WSSCC au Nigeria, le NTGS (Groupe Pivot Fédéral) a porté son choix sur les deux Etats retenus (Benue et Cross Rivers) et sur le soutien nécessaire pour mettre en place des STGS opérationnels dans le cadre du Fonds mondial pour l'Assainissement.

Dans le cadre des activités du programme du Fonds mondial pour l'Assainissement dans les Etats de Benue et Cross Rivers, deux équipes furent mises sur pied pour visiter chaque Etat. L'ambassadeur a conduit l'équipe pour une visite de sensibilisation et plaidoyer à Benue du 29 au 30 mars 2011. Pendant ce temps, le directeur chargé de l'assainissement et de la qualité de l'eau conduisait l'autre équipe dans l'Etat de Cross Rivers. A Benue, l'ambassadrice a eu des échanges avec le commissaire du ministère des ressources en eau et d'autres hauts responsables. Elle a partagé avec ceux-ci les critères utilisés dans la sélection de l'Etat pour le Fonds mondial pour l'Assainissement, visant à étendre les interventions d'assainissement au Nigeria au travers de la fin de la défécation à l'air libre à 100% des communes de l'Etat.

Le Commissaire l'a assuré de l'engagement du gouvernement de l'Etat vis à vis du Fonds mondial.

... la tenue de dialogue politique sur l'assainissement

Le NTGS a fait le suivi des promesses faites lors des campagnes par les partis politiques reconnus. En dépit des défis de taille qu'a connu le pays en matière de couverture d'assainissement, une analyse des promesses lors des campagnes fait ressortir que le sous-secteur de l'hygiène et l'assainissement n'était pas prioritaire. En réponse à cet état de fait, l'ambassadeur, en



L'ingénieur Ebele Okeke est une ambassadrice enthousiaste et active pour les questions d'eau, d'assainissement et d'hygiène au Nigeria

collaboration avec le NTGS a organisé un dialogue politique avec les partis pour d'une part, les informer des grands problèmes du secteur de l'hygiène et de l'assainissement dans le pays et d'autre part, les encourager à prioriser ces questions de retour dans leurs bureaux respectifs. La rencontre s'est tenue le 17 mars 2011 avec un grand appui de

WaterAid, de NEWSAN et du réseau des médias pour le secteur AEPHA. Le NTGS suit les engagements pris auprès de la nouvelle administration.

« Cela fait plusieurs années maintenant que je me suis engagée à améliorer les pratiques d'hygiène et assainissement au Nigeria et en Afrique », rapporte l'ing. Ebele Okeke.

En ma qualité d'ambassadrice, j'ai la chance d'intensifier cette action et faire partie d'un groupe de personnes au niveau mondial qui partagent une même vision. J'ai foi qu'il est possible pour tout un chacun d'avoir accès à un assainissement sain et abordable et c'est à nous qu'il incombe d'en faire une réalité ».

Réseau des journalistes WASH en Afrique de l'Ouest : capitaliser sur le pouvoir des gens et des médias

Dans l'Afrique d'aujourd'hui, l'accès limité à l'information représente un défi de taille à l'amélioration des services d'eau et d'assainissement pour les communautés pauvres, ainsi que son maintien à long terme. Soutenues par des organisations de la société civile actives et dynamiques, ces communautés sont les acteurs de leur propre développement et demandent des plateformes pour partager leurs histoires, exprimer leurs besoins et exiger de leurs gouvernements des engagements qui se traduisent en actions. Le partenariat entre les personnes durement affectées dans leurs vies quotidiennes par le manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), les médias et les organisations de la

société civile est crucial pour influencer les politiques à l'échelle régionale en Afrique de l'Ouest, tout en renforçant la participation des citoyens dans la fourniture des services WASH. De cette manière les voix des gens peuvent être amplifiées et la capacité des médias renforcée par le biais des relations avec les organisations de la société civile.

Afin de répondre à ce défi, le Réseau des journalistes WASH en Afrique de l'Ouest (WASH – JN) a été créé à la fin de l'année 2010 avec pour objectif de renforcer les voix des pauvres et influencer les changements de politiques et la responsabilité des dirigeants par le biais du pouvoir collectif des médias dans la région.

Le Réseau des journalistes WASH en Afrique de l'Ouest est un réseau de réseaux, comprenant des réseaux nationaux de médias WASH de 13 pays Ouest Africains – le Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo, et reste ouvert pour davantage de participation. Ses objectifs stratégiques sont les suivants :

- Amplifier les voix des pauvres afin qu'elles soient entendues aux niveaux nationaux, régional et international ;
- Assurer une qualité et un flux améliorés d'information sur la fourniture des services WASH provenant de sources diverses et variées ;

- Assurer un meilleur ciblage pour garantir une influence plus importante et une meilleure prise de conscience sur les questions WASH de la part de tous les citoyens et preneurs de décision.

Les activités du réseau incluent la production de reportages prenants sur WASH se focalisant particulièrement sur les perspectives des personnes pauvres afin de parvenir à une attention plus importante de la part de tous les citoyens et preneurs de décision, renforcement des capacités des journalistes membres pour assurer une meilleure qualité de reportages, et partenariats stratégiques avec des organisations WASH pour une meilleure qualité de collecte des données et du dialogue au sein du secteur WASH.

Contacts: Racine Kane, Sénégal, Coordonnateur, roots_kane@yahoo.fr, +221 77559 93 58. Babatope Babalobi, Nigéria, Secrétaire Général, babalobi@yahoo.com, +234 8035897435. Tatiana Fedotova, Suisse, Chargée de communications au WSSCC, tatiana.fedotova@wsscc.org, +41 22 560 81 77. Apollos Nwafor, Ghana, Chargé de plaidoyer et politiques pour l'Afrique de l'Ouest, apollosnwafor@wateraid.org, +233 302760440.

Blog : [\[http://www.wash-jn.net\]](http://www.wash-jn.net), e-mail : washjournalists@yahoo.com

Le Réseau des journalistes WASH en Afrique de l'Ouest est soutenu par le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement [\[www.wsscc.org\]](http://www.wsscc.org) et WaterAid en Afrique de l'Ouest [\[www.wateraid.org\]](http://www.wateraid.org).



Les nouveaux membres élus du mécanisme de coordination du Réseau des journalistes WASH de l'Afrique de l'Ouest François Amegningnon Koami du Togo et Celia Faconam Dédé du Mali discutent des activités à venir. Accra, Ghana, avril 2011. Photo : Tatiana Fedotova, WSSCC.

Inscriptions ouvertes pour le Forum Mondial sur l'Hygiène et l'Assainissement

Les inscriptions sont désormais ouvertes pour le Forum Mondial sur l'hygiène et l'assainissement qui se tient à Mumbai en Inde du 9 au 14 octobre 2011. La rencontre offrira un cadre idéal pour discuter et présenter les questions d'importance aux yeux de milliards de personnes. Il s'agit d'un cadre mis à la disposition par WSSCC au profit de ses membres et des professionnels du monde entier. Pour en savoir davantage, visitez le site [\[www.wsscc-global-forum.org\]](http://www.wsscc-global-forum.org).

Les Pratiques idéales en matière de dignité pour assurer le Produit intérieur brut

La nouvelle campagne WASH est lancée et se nomme: « Pratiques idéales en matière de dignité pour assurer le Produit intérieur brut ». La campagne mondiale WASH, initiée par le WSSCC en 2001, est une initiative de plaidoyer international sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement. La nouvelle dénomination est "GDP for GDP" ou « PID pour PIB », pour faire ressortir les avantages économiques que comportent les investissements dans l'assainissement tout en se concentrant sur la dignité humaine. Les supports sont disponibles au site web [\[www.wsscc.org\]](http://www.wsscc.org).



Suite de la page 5

Un rapport sur les leçons tirées des ateliers des praticiens du secteur de l'hygiène et de l'assainissement 2007-2011, souligne les points communs et les idées novatrices issues des délibérations des huit ateliers. Il souligne également le besoin urgent de prioriser l'assainissement et l'hygiène dans les programmes AEPHA, ainsi que les détails des grandes stratégies d'intervention qui sont utiles pour améliorer la gouvernance et renforcer par exemple la programmation, le financement et le suivi en zone rurale/urbaine. Les actions requises énumérées par le rapport s'articulent autour des points suivants :

1. Prioriser l'assainissement et l'hygiène ;
2. Concevoir des stratégies garantissant une meilleure hygiène et un meilleur assainissement ;
3. Mieux exécuter les stratégies : gestion, capacités, rôles liés à la gestion, mobilisation et gouvernance au niveau des partenaires ;
4. Relever les défis pour les populations urbaines pauvres ;
5. Faire en sorte que les financements atteignent es populations pauvres ;
6. Suivre et évaluer.

Futurs centres d'intérêts

Les ateliers et documents font cas de plusieurs recommandations sur lesquelles concentrer les efforts et les ressources au cours des trois à huit prochaines années.

1. Les changements et parfois les tendances contradictoires dans les programmes d'assainissement et d'hygiène devraient donner lieu à des efforts plus cohérents, réfléchis, plus longs et bien contrôlés. Les



programmes d'assainissement et d'hygiène doivent également se fonder sur un cadre global qui couvre une grande étendue géographique pour résoudre les questions de durabilité et d'échelle. Aussi, une plus grande concentration de nos efforts doit viser à appuyer les populations pauvres et celles des bidonvilles.

2. Accorder une plus grande attention aux aspects qui font partie intégrante de la bonne gestion (supervision intensive, contacts sur le terrain et le renforcement des capacités). Aussi, une bonne gestion nécessite la mise en œuvre de mécanismes de responsabilisation et de transparence. Pour améliorer la gestion, il faut prendre un tournant décisif vers l'établissement de partenariats entre les collectivités locales, la société civile, le secteur privé et les populations et développer les capacités de manière à faciliter la réactivité face à une situation donnée.
3. Elargir notre base de connaissances à travers des recherches sur les défis et les problèmes spécifiques déjà reconnus dans les différentes stratégies d'assainissement et d'hygiène. Il faut accélérer les efforts en vue d'élargir cette base de connaissances en appliquant des outils de suivi pratique et en utilisant des outils novateurs qui analysent le changement de comportement.
4. Au lieu de se concentrer sur la création de nouvelles pratiques (réinventer la roue), les futurs programmes seront plus efficaces s'ils s'appuient sur les bonnes pratiques antérieures (apprentissage et appui sur les stratégies et institutions existantes et viables). Il en est de même pour la diffusion des stratégies où la mise en œuvre d'approches participatives et communautaires, du marketing social s'est révélée utile pour faire avancer les pratiques et les conditions d'assainissement et d'hygiène.

Ateliers des praticiens du secteur de l'eau et l'assainissement :

- Ateliers de praticiens d'Afrique de l'Est sur l'hygiène et l'assainissement en faveur des pauvres en milieu urbain (du 29 au 31 mars 2011, Kigali, Rwanda)

organisés par le ministère de la Santé de la République du Rwanda ;

- Atelier des praticiens d'hygiène d'Asie du Sud (du 1er au 4 février 2010, Dhaka, Bangladesh) co-organisé par l'IRC, le BRAC au Bangladesh, WaterAid et le WSSCC ;
- Atelier du réseau de partage des pratiques sur la promotion de l'hygiène (juin 2010, Melbourne, Australie), organisé par WaterAid en Australie ;
- Séminaire d'échange d'expériences sur la gouvernance des services d'assainissement en Amérique Latine (1-3 février 2010, San Salvador, El Salvador) soutenu par l'IRC, Red de Agua y Saniemento de el Salvador, Red Regional de Saniemento de Centroamerica (RRAS-CA) et le WSSCC
- Partenariats pour l'assainissement pour les pauvres en milieu urbain : atelier de formation et de partage (24-25 novembre 2009, Maputo, Mozambique) abrité par le Conselho de Regulação ne Abastecimento de Agua, co-organisé par IRC, WSSCC et en vue de créer des partenariats pour le Développement (BPD eau et assainissement), appuyés par le Consultores Cowater à Maputo et le Programme eau & assainissement au Mozambique ;
- Symposium de l'Afrique de l'Ouest sur l'hygiène et l'assainissement (3-5 novembre 2009, Accra, Ghana) conjointement organisé par l'IRC, le Réseau des centres de ressource du Ghana, UNICEF, WAWI (Initiative Ouest Africaine de l'Eau) et WaterAid, avec l'appui du WSSCC ;
- Atelier des praticiens en matière d'assainissement et d'hygiène en Asie du Sud (29-31 janvier 2008, Dhaka, Bangladesh). Atelier co-organisé par l'IRC, BRAC Bangladesh, WaterAid et WSSCC ;
- Séminaire des praticiens en matière d'assainissement et d'hygiène dans les ménages et les écoles en Afrique australe et de l'est (19-21 novembre 2007, Moshi, Tanzanie). Soutenu par l'IRC et l'UNICEF Afrique australe et de l'Est et le WSSCC.

Carmen da Silva



Explication des toilettes à diversion d'urine à Uganda

Services durables : formation réussie à Brisbane sur le calcul des coûts durant le cycle de vie

Le calcul des coûts durant le cycle de vie est constitué par l'ensemble des charges représentées pour assurer la fourniture durable des services AEPHA selon un cycle qui comprend la détérioration/usure, la réparation et le renouvellement. Tel a été le message de la conférence AEPHA 2011, tenue à Brisbane en Australie, du 16 au 20 mai 2011, sur le thème : "Vers la durabilité des services d'eau, hygiène et assainissement".

La formation d'une journée était dirigée par le directeur du projet WASHCost, Catarina Fonseca, et le coordinateur de WASHCost Inde, le Dr. Mekala Snehalatha. Les deux animateurs ont introduit l'approche de calcul des coûts durant le cycle de vie, ses applications pratiques aux programmes AEPHA, en se fondant sur les expériences prises au Burkina Faso, au Ghana, en Inde et au Mozambique. Les formateurs ont listé les dix étapes de collecte des données pour le calcul des coûts et montré comment WASHCost Inde s'y est pris à travers la présentation d'outils et de méthodes. Le Dr Snehalatha estime qu'il n'y a pas de difficultés particulières dans la mise en œuvre de l'approche.

À l'issue de la formation, un haut représentant du gouvernement a reconnu avoir eu, au départ, le sentiment qu'il « manquait quelque chose au niveau des

provinces dans les programmes étatiques AEPHA ». Cependant, rapidement, ce haut représentant a exprimé sa volonté d'en apprendre davantage sur la mise en œuvre de l'approche. Pour sa part, le responsable d'une ONG internationale ambitionne d'appliquer les idées et les méthodes du projet.

Néanmoins, de nombreux participants ont relevé la difficulté de cerner tous les concepts et les idées en une seule journée de formation. L'un d'eux a alors suggéré d'inviter les représentants provinciaux ou nationaux à présenter les bonnes pratiques et les leçons tirées dans l'atteinte de résultats durables dans les projets AEPHA. L'on espère donc que les prochaines sessions de formation dureront une semaine pour permettre d'aller plus en profondeur dans l'application de l'approche.

Au-delà des attentes

La participation a dépassé les attentes et la capacité de la salle. Catarina Fonseca nous a expliqué que « le niveau de participation est allée au-delà de nos prévisions. Les exercices se sont bien déroulés avec des exemples appropriés tout au long d'une journée pleine d'enthousiasme et d'intérêt pour l'audience. Aussi, les réactions et

appréciations reçues de l'évaluation ont été très bonnes ».

De façon générale, l'évaluation fait ressortir que les participants ont trouvé la session très édifiante tant du point de vue des idées générées, que des supports utilisés ou des opportunités d'interagir. Les présentations, graphiques et cartes ont été bien appréciés comme le rapporte un professionnel du secteur privé qui donne un appui technique aux projets nationaux AEPHA en ces termes : « le graphique circulaire révélant des coûts cachés a par exemple été très utile. C'est la première fois que je le faisais ».

Les supports sont disponibles en ligne

Les supports de la session se trouvent sur le site web de l'IRC : [www.irc.nl/brisbane2011].

Si vous souhaitez une brève introduction aux concepts de base de l'approche, voir la présentation de Catarina Fonseca intitulée Passage aux coûts du cycle de vie. La présentation et le son audio sont disponibles sur [www.watercentre.org/wash2011], (click sur présentations et ensuite durabilité financière).



Deux notes d'information sur l'efficacité de l'aide européenne

Il faut annuellement 11 milliards de dollars US (7, 65 milliards d'euros) pour satisfaire les besoins en eau et assainissement de l'Afrique. Ce déficit financier n'est pas encore bouclé par les aides et les budgets nationaux. Les facteurs suivants empêchent plusieurs pays africains de faire une utilisation efficace de l'aide : faible priorisation politique accordée par les dirigeants, faible capacité du secteur et de mise en œuvre des stratégies et plans, insuffisance dans la coordination et les investissements. Cela, en plus le paysage financier international, appelle une efficacité accrue de l'aide. Les pays bénéficiaires et les bailleurs de fonds doivent optimiser l'aide au profit du secteur eau et assainissement.

Le groupe d'appui de l'IRC au groupe de travail africain sur l'initiative Eau de l'UE a apporté sa contribution à l'élaboration de deux notes d'information qui aideront les décideurs à mettre en œuvre quelques-

unes des déclarations sur la nécessité d'accélérer la réalisation des objectifs en eau et assainissement en Afrique. Ces deux notes d'information sont les suivantes :

- Note d'information sur l'Afrique et l'efficacité de l'aide ;
- Note sur la cartographie des appuis de l'UE pour l'assainissement en Afrique.

Le premier document "Afrique et efficacité de l'aide" est le fruit du groupe de travail africain sur l'initiative de l'UE, née au cours du séminaire tenu pendant le Forum mondial de l'eau 2010 à Stockholm. Les pays bénéficiaires rencontrent toujours d'énormes difficultés pour accéder et assurer l'efficacité de l'aide fournie. Cette note d'information formule des recommandations au secteur et dresse la liste d'une série de préoccupations essentielles qu'il faudra résoudre. [<http://www.irc.nl/page/64431>].

Quant à "note d'information sur la cartographie des appuis de l'UE pour l'assainissement en Afrique", elle se fonde sur une étude complète conduite par WEDC, basé au Royaume-Uni. Cette étude avait pour objet de donner un aperçu du niveau d'implication des membres de l'UE et la Commission européenne dans les activités liées à l'assainissement en Afrique. Nul doute que cette étude servira d'argument pour demander aux organisations internationales d'accorder une plus grande priorité à l'assainissement mais qu'elle sera aussi utilisée dans leurs discussions sur l'aide publique au développement.

Voir le rapport complet dans le site de l'Initiative de l'UE : [www.euwi.net/files/Mapping_EU_Support_for_Sanitation_in_Africa.pdf]. Minimised pdf : [<http://www.irc.nl/page/64433>].

Berlin, Recadrage du suivi lors de la 1ère consultation sur l'élaboration des indicateurs de suivi après l'an 2015



La première consultation organisée par l'UNICEF et l'OMS à Berlin les 3, 4 et 5 mai dernier sur l'élaboration des indicateurs de suivi eau et assainissement des OMD (2015), a été l'occasion pour Ton Schouten, directeur de l'initiative Triple-S de IRC de présenter l'initiative. Passée la première consultation sur la définition des points de mesure à la date butoir de 2015, l'événement était parfaitement en accord avec l'engagement de l'IRC de se focaliser sur le plaidoyer en vue de « passer les services durables à l'échelle ». Une soixantaine d'experts du secteur étaient présents, parmi lesquels des représentants des organes onusiens, des banques de développement, des réseaux internationaux et centres de connaissances. La participation de l'IRC à l'événement fut très active sur la base des activités pilotes en matière de services et ses approches réalisées en faveur des populations les plus pauvres.

En se fondant sur le document de IRC "Se servir de l'approche de fourniture de service pour suivre l'approvisionnement en eau des populations à faibles revenus et implications pour le Programme Conjoint de Surveillance (JMP)" Ton a présenté les dernières réflexions mais aussi les exemples prometteurs sur comment se résoudre au changement en matière de suivi. En outre, il s'est interrogé sur le rôle futur du JMP dans l'accompagnement de ce changement.

Il est important que l'approvisionnement en eau dans les zones à faibles

revenus passe de la construction d'infrastructures physiques à la fourniture de services durables. Dans la perspective d'accompagner ce changement, les pratiques de suivi doivent elles aussi abandonner le suivi des niveaux de couverture (nombre de systèmes construits et d'utilisateurs) pour faire le suivi des services fournis selon un niveau de qualité sur lequel on s'accorde.

A l'heure actuelle, le suivi se fait à travers :

1. des sondages basés sur des échantillons qui forgent les politiques et les décisions, les comparaisons internationales d'une part,
2. et d'autre part, les données des fournisseurs de services utilisées pour les besoins de gestion.

Si les deux méthodes forment un tout pour réaliser une bonne gouvernance et une meilleure fourniture des services, elles doivent cependant être adaptées pour tenir compte du service effectivement fourni.

Guy Hutton, économiste principal à la Banque mondiale est d'avis avec cette position lorsqu'il dit : « Depuis l'échéance de 2010, l'on ne cesse de se poser la question de ce qui adviendra après 2015. Le suivi des progrès pour l'atteinte des objectifs fixés se fonde uniquement sur l'utilisation des infrastructures sans pour autant se soucier d'autres paramètres majeurs comme la qualité de l'eau de boisson, la disponibilité générale et en quantité des ressources en eau pour les

besoins domestiques, la distance parcourue pour atteindre un ouvrage d'eau ou d'assainissement, le temps mis par les membres d'un ménage pour accéder et utiliser les sources d'eau ou ouvrages d'assainissement, le nombre d'heures pendant lesquelles le service est fonctionnel et disponible, les obstacles sociaux auxquels sont confrontés certains groupes de populations, la maintenance des infrastructures, l'évacuation saine des excréta, les coûts d'accès aux services et infrastructures sont ils abordables pour les personnes ciblées ? ».

Si la couverture universelle était un objectif insaisissable au moment de sa fixation dans les années 1980 et en même temps difficile à atteindre dans le cadre des OMD, alors il se pose maintenant la question de savoir ce que le secteur AEPHA pense être les objectifs après 2015.

Une réponse probable à cette question vient du mouvement des droits humains qui pense qu'au lieu de chercher à résoudre la crise de l'eau et l'assainissement en se fixant des dates butoirs, les gouvernements ont intérêt à montrer des progrès tangibles vers la réalisation de ce droit humain comme le souligne le Cadre des Droits Humains élaboré par l'Assemblée générale des Nations unies en juillet 2010.

Angelica de Jesus, IRC

L'approche du calcul des coûts durant le cycle de vie : un parfait outil de durabilité mais qui paiera la note ?

L'homme qui était chargé de résoudre les problèmes techniques d'approvisionnement en eau en milieu rural au Ghana a soutenu l'approche de calcul des coûts durant le cycle de vie comme un facteur principal de durabilité des services. Néanmoins il se pose la question de la prise en charge de tous ces coûts identifiés.

M. Van Ess, car c'est de lui dont il s'agit, dernier directeur en date des services techniques à la CWSA (Agence ghanéenne de l'eau et l'assainissement), estime que le projet WASHCost, qui réunit et analyse les coûts durant le cycle de vie des services d'eau et d'assainissement, apportera une contribution fort utile et précise dans le calcul des coûts des prestations des services.

Dans une interview réalisée lors d'une rencontre du secteur à Accra, il explique :

« L'approche prend en compte toute la série de charges liées à la fourniture des services pour donner un aperçu global des coûts réels de fourniture des services dans le secteur ».

L'approche identifie les coûts nécessaires pour assurer des services appropriés d'eau, hygiène et assainissement à un groupe spécifique de populations vivant dans une zone géographique déterminée et dans un temps donné. L'approche prend en compte les coûts liés aux réalisations physiques et non physiques nécessaires pour les constructions de départ (dépenses d'équipement), les besoins d'exploitation et de petit entretien, mais aussi les coûts en immobilisation, en entretien en vue des réhabilitations et remplacement, les coûts directs après les travaux de construction pour soutenir les populations et les ceux indirects nés des actions de planification et de formulation des politiques au niveau

supérieur. Les coûts des capitaux (prêts essentiellement) sont aussi pris en compte.

Pour M. Van Ess, quoique l'approche soit un excellent outil pour assurer la durabilité dans la fourniture des services, il se pose le problème de savoir si tous ces coûts seront à la charge des financeurs. « Pour qu'elle soit un véritable outil pratique au profit du secteur, l'approche doit être prise en compte dans le processus de budgétisation des organismes de financement, du gouvernement, des conseils municipaux ou des bailleurs de fonds ».

M. Van Ess conseille à WASHCost d'élargir sa consultation sur l'approche pour permettre au secteur de s'accorder sur les modalités et les éléments contenus dans chaque composante des coûts.

Victor Narteh Otum – DCO, WASHCost Project Ghana



Gestion des eaux pluviales : la citerne d'eau pluviale comme alternative pour l'eau de boisson dans les îles du Saloum

Zone enclavée de par sa situation géographique, les îles du Saloum sont situées dans la région de Fatick, arrondissements de Fimela et Niodior. Dans les îles du Saloum, assez marécageuses, se pose paradoxalement un problème d'eau douce pour les populations. Le problème est d'autant plus aigu que les eaux environnantes sont salées (eau de mer). Les puits traditionnels, exploitant des lentilles d'eau douce, sont rarement utilisables durant toute l'année à cause de leur pollution par les eaux saumâtres sous jacentes. Pour venir en aide à ces populations confrontées à un manque d'eau notoire et à un problème d'accessibilité, la Fondation RAIN, qui est un réseau international dont l'objectif est de rendre l'eau plus accessible aux couches vulnérables des pays en voie de développement à travers la collecte et le stockage des eaux de pluie, en rapport avec la représentation nationale du CREPA (Centre africain pour l'eau potable et l'assainissement) et d'autres ONG comme ASRADEC (Association sénégalaise de recherche et d'appui au développement communautaire), ACTION-AID, CCF (Christian Children's Fund), CARITAS au Sénégal, ont, de 2006 à 2010, mis en place un projet de collecte des eaux de pluie dans 5 localités des îles du Saloum.

En vue de contribuer à l'atteinte des OMD dans le secteur de l'AEP, la Fondation RAIN s'est fixé comme objectif la réalisation de systèmes de captage d'eau de pluie avec une capacité de stockage globale estimée, au Sénégal, à 8 000 m³ d'ici à 2010.

La formation des maçons et des techniciens des cinq ONG sélectionnées par RAIN (CREPA, ASRADEC, ACTION-AID, CCF, CARITAS) aux techniques de construction des systèmes de captage d'eau de pluie – CEP a été le point de départ de la mise en œuvre. Cette formation a été assurée par le CREPA-Burkina Faso.

Cette formation des ONG aux techniques de construction de CEP s'est déroulée à Ndangane dans un site de la Représentation nationale Sénégal dans la Région de Fatick où 4 CEP de 10 m³ qui ont été construites.

Cette formation des ONG en 2006 a marqué le début du programme. La phase de mise en œuvre dans une grande échelle démarrée en 2008, a permis aux ONG de répondre aux appels à projets lancés chaque année par RAIN. Ainsi, chaque ONG soumettait son projet en fonction des critères de RAIN pour le choix des sites et des bénéficiaires.

Le choix du site est généralement guidé par RAIN qui s'oriente vers le milieu rural généralement dans les zones de type 3, là où les forages ou les puits sont pollués (salées, arsenic, nitrates, fluorure...)

Dans les villages bénéficiaires du projet, donc présentant les mêmes caractéristiques, la sollicitation est tellement forte que les deux années de mise en œuvre pour les villages de Mar Lodji et de Simal n'ont pas permis de couvrir l'ensemble des concessions. Le besoin est réel car n'ayant pas d'autres alternatives que les CEP, les villages n'ont pas de forage, ni de réseau d'approvisionnement en eau. Les seuls puits qui existent offrent une eau salée et saumâtre.

Au niveau national, quatre organisations partenaires ont réalisées ces systèmes de collecte d'eau pluviale dans différentes zones d'intervention.

Durant la mise en œuvre des ces CEP, les capacités des relais communautaires ont été renforcées sur les mesures à prendre pour garantir la qualité de l'eau et assurer la durabilité des systèmes CEP. Des outils ont été confectionnés pour la sensibilisation des bénéficiaires sur l'hygiène, l'entretien et la maintenance des CEP. Ces outils ont été inspirés par le manuel de l'utilisateur conçu par le CREPA-Burkina en partenariat avec la fondation RAIN.

Des comités de gestion ont été mis en place pour assurer la pérennisation des CEP. Les membres du village cotisent et cet argent est gardé en caisse et servira à régler les éventuelles pannes.

Contribution des ouvrages à l'atteinte des OMD

Un des Objectifs du millénaire pour le développement étant de diminuer le nombre de personnes n'ayant pas accès



Une femme puisant de l'eau d'un impluvium.
Photo : CREPA

à l'eau potable en 2015, les organisations de mise en œuvre au Sénégal (des ONG) avec l'appui de la fondation RAIN ont participé activement à cette activité par la mise en place de CEP de ces localités citées en haut pour un total de 6 942 m³.

Dans les zones qui ne disposent pas de forages ou de réseau d'adduction d'eau potable, ces systèmes de collecte d'eau pluviale peuvent servir comme alternative d'eau de boisson. Ce qui fait au niveau des îles du Saloum, la demande est assez forte. Les femmes qui faisaient des kilomètres pour aller chercher sur la terre ferme (à Sokone par exemple) se contentent d'économiser les eaux de la CEP qui peuvent aller jusqu'au mois de mai pour certaines familles.

Analyse et traitement d'eau des CEP

En décembre 2010, l'ONG Caritas a effectué l'inspection de 45 impluviums ainsi que le prélèvement et l'analyse de la qualité de l'eau de ces impluviums. Il ressort de l'interprétation des résultats que les paramètres physico-chimiques déterminés sur les 45 échantillons d'impluviums sont conformes aux normes de potabilité de l'eau.

Néanmoins, pour des mesures de précaution la désinfection solaire (SODIS) et la javellisation sont conseillées aux bénéficiaires de même que l'ébullition afin de parer aux risques de contamination qui peuvent provenir d'une mauvaise gestion de la CEP.

Satisfaction des populations bénéficiaires et perspectives

La population est très satisfaite du projet, même pour une augmentation du taux de contribution financière (actuellement 10 %), elles sont prêtes à déboursier pour d'autres CEP.

Les villages environnants ne cessent également de manifester leur désir d'adhérer aux programmes RAIN. Tout dernièrement, un enseignant d'un village de la communauté rurale de Djilasse du nom de Soudiane Théléme a pris

contact avec l'équipe du CREPA pour leur manifester tout leur souhait d'accueillir un tel programme de la fondation RAIN qui offre aux populations une alternative d'acquérir de l'eau de boisson autre que les puits qui présentent des eaux saumâtres ou salées. Ce village se situe à 7 km de la route, non situé sur les îles. Au cours de la rencontre, il a eu à parler des difficultés que rencontrent les villageois pour se procurer de l'eau de boisson. Ils parcourent près de 5 km pour puiser l'eau de consommation. Les puits, très profonds, offrent des eaux saumâtres. La

taille de la population est estimée à 2 000 habitants. Pendant l'hivernage, le village est inaccessible.

En conclusion, une CEP bien entretenue ne présente aucun risque pour la consommation en eau de boisson, et ainsi il peut venir compléter la gamme des technologies d'adduction d'eau potable dans les zones enclavées.

Gueye Khadidiatou Deme (crepa@orange.sn), (deme.khadidiatou@reseaucrepa.org), chef du service technique au CREPA-Sénégal

Lancement du projet "Sustainable water service delivery" (SWSD)

Sous le Haut patronage du Ministre de la Communication du Ghana, représentant le Ministre des Ressources en eau, du travail et de l'urbanisme (Minister for Water resources, works & housing), s'est tenue le 27 juin 2011 à Accra au Ghana, la cérémonie de lancement du projet SWSD, financé par la Fondation Conrad N. Hilton.

La cérémonie a regroupé une centaine de participants d'Afrique et d'Europe, au nombre desquels les membres de l'alliance WASH du Ghana, les représentants des ministères techniques de Ghana, les représentants régionaux du CWSA, les membres de l'Advisory panel regroupant les experts de UN-Habitat, Water for people, l'Université de Londres qui apportent leur appui scientifique au projet, ainsi que les représentants du CREPA.

Elle s'est ouverte par le mot du président de séance, Dr Aboagye Minta, directeur général de l'Eau sortant, qui a souhaité

la bienvenue aux différents participants. Il a rappelé le soutien que son ministère apporte au projet et s'est réjoui de l'effectivité de la mise en œuvre du projet au Ghana. Selon lui, la présence du CREPA au Ghana marque le début d'une longue et fructueuse collaboration, qui permettra d'asseoir les bases pour l'ouverture de nouvelles représentations dans les autres pays anglophones comme le Liberia et la Sierra Leone.

M. Idrissa Doucouré, directeur général du CREPA a salué la présence effective des acteurs du secteur de l'eau à la cérémonie de lancement. Il a noté l'importance de la durabilité dans la stratégie du CREPA et la complémentarité avec les autres initiatives telles que TripleS au Ghana. Il a par ailleurs relevé les attentes de l'atelier vis-à-vis des participants : au sortir de ce cadre de concertation, des outils nécessaires pour la mise en œuvre du projet devraient être disponibles.

Quant aux partenaires, notamment CONIWAS, UDS, Afram Plains Water, UN-Habitat, TripleS, le CWSA, etc., ils ont, dans leur intervention, mis l'accent sur l'importance du projet pour leurs institutions respectives et ont exprimé



Photo de famille des participants

formellement leur appui et soutien pour l'atteinte des résultats escomptés. Ils ont par ailleurs salué l'initiative et le mot de la directrice résidente du CREPA Ghana, Mme Destina Samani, qui a présenté le contexte du projet, ses objectifs et les résultats attendus.

Le ministre de la communication du Ghana M. Haruna Iddrisu, au cours de son allocution de lancement du projet, a remercié les initiateurs du projet pour avoir choisi le Ghana comme premier pays anglophone pour l'extension du CREPA. Il a exprimé l'intérêt du gouvernement du Ghana à apporter son appui indéfectible pour la mise en œuvre du projet et pour son plein succès.

Jean-Marc Yofe, Chargé de Recherche

Racontez-nous une histoire - Concours en 2011

C'est un moyen idéal pour raconter le monde avec éclat à travers la vie réelle et les changements dans les communautés. Envoyez vos récits à tout moment ; mais si vous voulez que le vôtre soit sélectionné pour une édition particulière, vous devrez tenir compte des délais de parution de Source Nouvelles Edition Spéciale et le présenter d'ici la mi-octobre 2011.

Vous trouverez les règles et les critères du concours qui vous guideront pour l'envoi de votre contribution en ligne au <http://www.fr.irc.nl/page/52144>.

Source Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). Source Nouvelles - Edition Spéciale existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)
Contributeurs : Dick de Jong (jong@irc.nl); Carmen da Silva (Dasilvawells@irc.nl) ; Dave Trouba (david.trouba@wsscc.org) ; Marie Quenum (mquenum@yahoo.fr) et Kabou Kadio (kadio.kabou@reseaucrepa.org) ; Jean-Marc Yofe ; Gueye Khadidiatou Deme (crepa@orange.sn)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044, courriel : general@irc.nl, site web : <http://www.nouvelles.irc.nl/>.

Pour s'abonner envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-join@watsan.net)

Pour se désabonner, envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-leave@watsan.net), ou contacter (camacho@irc.nl)